PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS!

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

MARDI 7 MARS 1967 — N° 77

APRES LES ÉLECTIONS

La parole reste aux travailleurs!

Ainsi, après le premier tour des élections législatives, et malgré l'augmentation des voix qui se sont portées sur lePCF par rapport à 1962, il est presque évident que rien n'aura changé de la composition de la prochaine Assemblée.

De Gaulle, disposant déjà des pouvoirs que lui donne la Constitution, aura de plus, comme toutes ces dernières années, le confort d'une majorité absolue de béni-oui-oui à l'Assemblée.

Bien des travailleurs, et surtout les militants du Parti Communiste, seront déçus du faible résultat obtenu, malgré l'impopularité du régime gaulliste parmi les travailleurs. Pour quatre ans, encore rien à espérer, penseront-ils.

Et pourtant il n'y a pas lieu de désespérer de ce résultat. Pas lieu de désespérer parce qu'il n'y avait véritablement aucune raison sérieuse de croire que ces élections pourraient changer quoi que ce soit à la situation politique.

La force des travailleurs ne réside pas dans les urnes et dans les isoloirs. Leur force, elle est dans les usines et éventuellement dans la rue. Là, rien ni personne ne peut s'opposer à eux lorsque quelques millions de travailleurs sont engagés ensemble dans des luttespour défendre leurs salaires et leur droit à la vie. Dans ces conditions, cinq millions de travailleurs sont une force à laquelle rien ne résiste. Dans les urnes les cinq millions de bulletins correspondants ne sont plus rien, ou presque, nous venons encore de le voir.

Depuis plusieurs années les militants du Parti Communiste et ceux de la CGT disent aux travailleurs qu'on ne peut rien entreprendre comme lutte sérieuse, parce qu'on ne peut rien espérer du gouvernement gaulliste, et qu'il faut donc renverser ce gouvernement pour obtenir satisfaction.

Mais nous voyons bien que le gaullisme ne peut pas se renverser par les élections. Ce n'est d'ailleurs pas par des élections qu'il est venu au pouvoir mais par un putsch.

Rien n'est perdu, et il n'y a vraiment pas lieu de désespérer si, de ces élections, les militants ouvriers du Parti communiste et de la CGT tirent la conclusion qu'il ne faut pas attendre que le gaullisme ait disparu pour que les travailleurs s'engagent de façon déterminée dans des luttes revendicatives sur des objectifs importants et vitaux, et que c'est, au contraire, par ces luttes-là que le gaullisme sera chassé.

Les travailleurs ont fait la preuve au cours de ces élections qu'ils n'étaient pas dupes du gaullisme. Ils font la preuve tous les jours, qu'ils soient aux Chemins de fer, chez Dassault, à Rhodiacéta ou ailleurs, qu'ils en ont assez de faire les frais de la politique de la bourgeoisie française, et qu'ils sont prêts à se battre.

Il ne reste qu'à unifier ces luttes, les faire confluer, redonner confiance aux travailleurs en leur propre force, et le gaullisme, comme le patronat, reculeront.

Mais cela dépend en grande partie de la volonté des militants de la CGT et du PCF.

S'ils ne voient pas que c'est la tactique du PCF et de la CGT qui amène la dispersion des luttes sous prétexte « qu'on ne peut rien faire », s'ils disent « les ouvriers n'ont pas encore compris », évidemment ils continueront, comme par le passé, à empêcher les luttes de s'étendre, à n'organiser que des grèves partielles et, alors le gaullisme aura de belles années devant lui.

Mais s'ils se rendent compte que sur la voie parlementaire il n'y a rien à espérer, alors, le gaullisme n'a qu'à bien se tenir car la classe ouvrière française est forte, combative et consciente.

DU POUVOIR ET DE SES AVANTAGES

AINSI, de Gaulle, s'arrogeant une fois de plus le « droit du prince », s'est adressé aux électeurs, sans s'embarrasser des protestations, après la clôture officielle de la campagne électorale pour recommander de voter pour sa « Ve République ».

Ce geste montre bien quel usage les dirigeants de la bourgeoisie font de leurs propres lois. Les lois c'est fait pour qu'on les applique dans toute leur rigueur à ceux qui n'ont pas le pouvoir. Quant à ceux qui l'exercent, ils appliquent les lois quand elles leur sont favorables et les tournent quand elles les gênent.

Mais ne nous laissons pas trop prendre non plus aux protestations hypocrites des dirigeants politiques de la bourgeoisie qui n'ont pas le pouvoir actuellement et qui sont lésés par les libertés que prend de Gaulle avec les « règles démocratiques ».

Nous voulons parler des Mitterrand, Guy Mollet, Mendès-France et consorts.

Ils protestent à l'heure actuelle par démagogie et parce que cela les gêne. Mais quand ils sont eux-mêmes au pouvoir et qu'il s'agit de défendre les intérêts de la bourgeoisie ils prennent autant de libertés. Souvenons-nous que Guy Mollet s'est fait voter des pouvoirs spéciaux pour aggraver la guerre d'Algérie que personne, pas même les députés du PCF, ne lui a refusés. Mendès-France avait préparé la même opération au cas où, en 1954, le Viet-Minh n'aurait pas accepté le hideux partage en deux du Viet-Nam, partage finalement responsable de la guerre actuelle. Mitterrand participa entre autres à un gouvernement qui « déposa », sans autre forme de procès et sans base légale, le sultan du Maroc.

Tous ces gens, d'ailleurs, se récrient contre cet abus de De Gaulle, mais se gardent bien de dire qu'en fait TOUTES les cartes sont truquées.

La radio et la TV sont aux mains du Gouvernement, les radios périphériques comme Europe I et Radio Luxembourg le sont aussi, mais les journaux ne sont pas pour autant entre les mains des travailleurs, parce qu'ils échappent à l'Etat. La plupart des grands journaux sont la propriété de groupes financiers privés qui avec des nuances politiques défendent tous les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie, contre les travailleurs.

Les grévistes de Rhodiacéta à Besançon qui sont menacés d'une intervention des CRS contre leur grève ont-ils le souvenir qu'une seule fois, sous un quelconque gouvernement, les CRS, ou toute autre police, soient intervenus contre le patronat ? Non, bien sûr.

En fait, jamais, dans l'Etat, les travailleurs ne sont vraiment représentés. On ne leur donne comme choix au moment des élections qu'entre : pile, Dassault gagne et face, les travailleurs perdent.

Ce n'est pas parce que de Gaulle a parlé le 4 mars qu'il est au pouvoir. Il est au pouvoir grâce à l'insurrection du 13 mai et grâce aussi à Mollet, par exemple, qui l'y a appelé à l'époque, après avoir mené une politique, pendant deux ans, qui lui en a ouvert le chemin.

« De Gaulle ne joue pas le jeu », « il profite des moyens que lui donne le pouvoir, c'est pour cela qu'il y reste » et toutes les arguties de la même eau sont finalement destinées à nous faire prendre patience et de quatre ans en quatre ans, à supporter notre sort.

Qui nous oblige à jouer le jeu? Qui nous oblige à être esclaves de règles bafouées par les puissants ? Sinon ceux qui s'indignent le plus.

Par la grève et dans la rue, les travailleurs sont les plus forts. Dans les isoloirs ils sont une minorité de la population. La force des possédants n'est faite que de la passivité des opprimés.

R. G.

LA GREVE A RHODIACETA

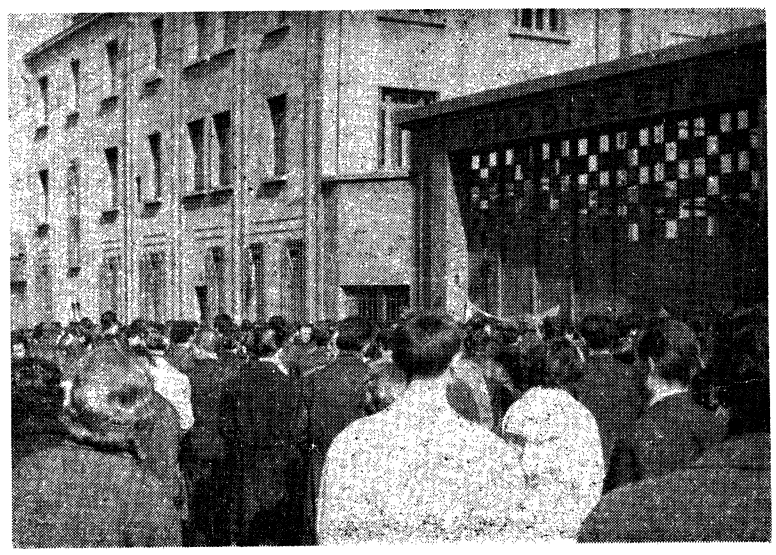
Lyon-Vaise

L'usine Rhodiaceta de Lyon-Vaise est entrée en grève mardi 28 février, à la suite de l'usine de Besançon dont deux délégués sont venus expliquer la situation aux travailleurs lyonnais du trust. Décrivant les difficultés de ces derniers et les problèmes que leur posent les journées chômées voulues périodiquement par la Direction (voir « Voix Ouvrière » n° 76), nous concluions il y a quinze jours : « Ceux-ci (les travailleurs de la Rhodia) ont montré une combativité certaine lors des nombreux débrayages qui ont eu lieu à l'automne, et si les organisations syndicales ne leur offrent guère pour l'instant d'autres perspectives que de « bien voter » le 5 mars, il n'est tout de même pas exclu que le mois de mars voit un rebondissement de leur lutte à l'entreprise.»

En effet, la coupe devait déborder, le mécontentement accumulé était trop vif.

Mardi 28, la CGT et la CFDT distribuaient un tract appelant les travailleurs à faire une heure de grève pendant laquelle un meeting a été tenu dans la rue devant l'entrée de l'usine du « Tunnel » (car la Direction a refusé l'entrée aux délégués de Besançon). C'est à ce moment que les représentants des syndicats ont proposé de faire 24 heures de grève, décision qu'on renouvellerait chaque jour dans un meeting à la même heure (de 13 à 14 heures). La combativité des travailleurs était évidente, tout le monde est dans la grève avec une unanimité remarquable, les plus ardents cependant étant les ouvriers des 4 x 8 (continu). Des piquets de jour et de nuit sont organisés, pour cela de nombreuses relèves se succèdent à cause de l'imbrication des 3 types d'équipes et de la normale. S'il s'est trouvé tout de suite un grand nombre de volontaires pour constituer ces piquets, il faut dire que l'unanimité n'existait pas dans le camp syndical pour les approuver.

(Suite page 6)



Les travailleurs de l'Ouest-Africain :

"Couches Nouvelles" du prolétariat français

DEPUIS quelques années, à la main-d'œuvre « étrangère » européenne ou nord-africaine à laquelle la bourgeoisie française fait depuis longtemps appel, est venue s'ajouter un nombre sans cesse croissant de travailleurs originaires des pays d'Afrique noire d'expression française, entre autres du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, de la Haute-Volta et surtout du Mali, et ils sont aujourd'hui des milliers, sinon des dizaines de milliers, rien que dans la région parisienne.

Il s'agit d'ailleurs d'une immigration qui présente, du moins jusqu'à présent, des caractères particuliers, bien différents de ceux des autres travailleurs étrangers.

En effet, la plupart des immigrés des pays européens, et même nord-africains, viennent sinon s'installer définitivement en France, du moins souvent pour une longue période, amenant fréquemment avec eux femmes et enfants. Les travailleurs originaires d'Afrique noire, au contraire, n'y séjournent que 2, 3 ou 4 ans.

Pour comprendre les raisons, et les caractères de cette immigration, il est bon d'en rappeler brièvement les causes.

Formellement indépendants, les pays d'Afrique noire, ex-membres de « l'Union Française » n'ont bien sûr échappé ni à l'emprise économique de l'impérialisme français, ni à la misère liée au sous-développement.

Et il y a des degrés dans le sous-développement. Celui des différents pays de l'Ouest africain est infiniment plus profond, non seulement que dans les pays européens dont sont originaires les travailleurs immigrés, mais également que dans les pays d'Afrique du Nord.

Le revenu national par tête d'habitant y est en effet environ six fois plus faible que celui de l'Espagne ou du Portugal, et moitié moindre que celui des pays maghrébins.

D'après l' « Annuaire des statistiques des comptabilités nationales de l'ONU » de 1963 (cité par L. de Villefosse dans « Géographie de la Liberté ») le produit intérieur brut annuel par habitant du Mali, par exemple, avoisine 75 dollars, c'est-à-dire environ 37.500 anciens francs.

Et ce chiffre, déjà extrêmement faible, ne représente qu'une moyenne, et ne tient pas compte des inégalités sociales considérables qui existent entre les couches privilégiées du pays et la grande masse de la population.

En fait, le revenu annuel d'un paysan de la brousse ne dépasse guère, s'il le dépasse, 20.000 anciens francs par an.

Car l'immense majorité de la population de ces pays vit évidemment du travail de la terre. Toujours pour le Mali, principal centre d'émigration, en 1958 la population urbaine représentait moins de 4 % de la population totale (qui atteint presque 4 millions d'habitants) et les salariés représentaient moins de 3 % de la population active. Et si ces chiffres ont sans doute quelque peu varié depuis à cause de l'implantation de certaines industries légères, ce ne peut être que dans de très faibles proportions. Et les sans-travail restent nombreux dans les villes.

Pour une famille africaine (et il faut prendre le mot famille dans un sens bien plus large que celui avec lequel il est utilisé en Europe), l'émigration d'un seul de ses membres représente donc le seul moyen d'augmenter ses revenus d'une façon certes faible en valeur absolue, mais relativement très importante.

Mais émigrer n'est pas chose facile. Le voyage coûte cher, et il n'est certes pas facile dans de telles conditions économiques de réunir les 150.000 anciens francs nécessaires à l'achat du billet aller et retour exigé par les autorités françaises pour pouvoir entrer en France. Pas question donc, à plus forte raison, d'emmener la femme et les enfants. Dans la grande majorité des cas c'est l'argent envoyé par des travailleurs déjà installés en France qui permettra à d'autres de venir les rejoindre ou les remplacer.

Il y a d'ailleurs là, en plus, une véritable escroquerie organisée par l'administration française et les compagnies maritimes, puisqu'un grand nombre d'émigrés africains, ayant déjà acquitté le prix de leur billet aller et retour, se voient refoulés à Marseille sans autres explications, et un mois après leur départ se retrouvent en Afrique délestés du précieux billet.

Quant à ceux qui parviennent à débarquer sur le sol français, leurs problèmes ne font que commencer.

L'immense majorité d'entre eux ne possède aucune formation professionnelle, souvent même n'a jamais vu une usine ou une machine. La plupart sont illettrés, et beaucoup même ignorent totalement le français. Trouver du travail dans ces conditions présente évidemment de nombreuses difficultés, et bien sûr, puisqu'ils n'ont encore jamais travaillé en France, pas question d'allocation-chômage. Et seule la solidarité de ceux qui ont déjà du travail permet au nouvel arrivant de survivre en attendant, des mois parfois, de trouver du travail.

Car l'émigration n'a pas détruit les structures sociales africaines originales. Au sein des « foyers », dont la plupart sont situés autour de Montreuil ou de Saint-Denis, les Harlem de la région parisienne, la vie de ces travailleurs demeure essentiellement communautaire.

Ces foyers, privés, ou gérés par des assciations « philanthropiques » ou religieuses, et qui sont généralement installés dans de vieux bâtiments ou de vieilles usines désaffectées, abritent, dans des conditions de confort et d'hygiène le plus souvent fort misérables, une dizaine ou une douzaine de travailleurs par chambre dans le meilleur des cas, parfois beaucoup plus, contre un loyer loin d'être négligeable (6.000 anciens francs par mois par personne dans une chambre de douze lits par exemple).

L'organisation tribale joue un grand rôle dans ces foyers. Et il ne faut pas oublier que dans aucun de ces pays il n'existe de langue nationale, pour chacun d'entre eux on compte plusieurs dialectes différents, et le seul lien linguistique commun, pour ceux qui le parlent, est le français. Cela ne favorise évidemment pas les contacts entre les divers groupes ethniques.

Ces travailleurs ne consomment directement qu'une faible partie de leurs salaires. Les sommes consacrées à la nourriture, organisée elle aussi collectivement, sont faibles : pas plus de deux à trois francs par jour et par personne le plus souvent. Et bien qu'assurant l'entretien de leurs nombreux chômeurs (parfois de 10 à 20 % des effectifs), les travailleurs africains envoie chez eux des sommes relativement considérables, de l'ordre de 20 à 30.000 anciens francs par mois.

C'est qu'ils ne considèrent, pour la plupart, leur présence en France que comme temporaire, et ils essaient pendant les quelques années qu'ils doivent y passer, d'envoyer le maximum d'argent possible chez eux.

Voilà donc, dans les grandes lignes, comment vivent ces « couches nouvelles » du prolétariat sur lesquels aucun Serge Mallet ne s'est penché.

Jusqu'à présent, les centrales syndicales, comme les « grands partis ouvriers » se sont également totalement désintéressés d'eux, et ils n'ont fait aucun effort pour les intégrer à la vie et aux luttes du prolétariat français.

Cela signe bien d'ailleurs leur faillite.

Mais les révolutionnaires ont là un rôle important à jouer. Et si l'évolution même de l'impérialisme multiplie les occasions de contact entre les différentes parties du prolétariat mondial, c'est d'eux qu'il dépend que les idées socialistes pénètrent dans cette classe ouvrière africaine en développement.

C. JUNG

Quand la C.G.T. organise une conférence des jeunes Cheminots

Il y a quelque temps se tenait à Saint-Pierre-des-Corps la IVe Conférence Nationale des jeunes cheminots. Un peu plus de 500 délégués, représentant 127 syndicats étaient présents, et la moyenne d'âge était d'environ 23 ans.

Après le rapport de la Commission Fédérale des jeunes, où furent avancées les revendications habituelles de la CGT : pas de salaires inférieurs à 600 F, le retour aux 40 heures, les 30 jours de congés payés, etc..., la discussion commença. Plusieurs dizaines de délégués se succédèrent à la tribune pour raconter quelle était la situation des différentes commissions de jeunes. Les interventions étaient dans l'ensemble assez optimistes et, un peu partout, les commissions semblaient fonctionner à merveille.

Dans aucune des interventions il n'y eu de divergences avec les revendications mises en avant par la CGT. Cependant, le responsable de la commission de Saint-Pierre-des-Corps s'arrêta un instant sur les 600 F. Il était d'accord avec les 600 F minimum, mais souligna que, malgré tout, ce n'était pas encore bien gros, et qu'il fallait plus pour vivre bien.

La lecture de messages de félicitations, qui émanaient d'un peu partout, de R.D.A., de Yougoslavie, de Hongrie, etc... interrompait de temps en temps la monotonie des interventions...

Ce qui fut le plus remarquable dans cette première journée, ce furent les applaudissements à tous propos, qui partaient de la tribune et que la salle reprenait avec plus ou moins d'intensité.

Une fois pourtant au cours de cette journée, la stricte ordonnance fut rompue. En effet, à propos d'une motion adressée à Missoffe, un camarade de Nantes demanda d'intervenir à plusieurs reprises pour parler du problème de ceux qui font du rabiot après l'âge de la retraite. Or, non seulement on n'a rien répondu à ses deux premières demandes, mais, quand un assistant voulu savoir « ce qu'était cette conférence » dans laquelle on ne pouvait pas s'exprimer ou même se faire entendre, personne à la tribune ne dégna répondre non plus. Son intervention eu pourtant le mérite de faire que l'on parla du « rabiot ».

La discussion continua dans la deuxième journée. On manquait soi-disant de temps, mais il n'empêche que les interventions furent toutes aussi longues et monotones que la veille. Les applaudissements, eux, saluaient de temps à autre des responsables fédéraux ou confédéraux qui venaient à leur tour occuper la tribune. Les débats furent prolongés et clos dans le début de l'après-midi.

Mais il restait encore une vingtaine de demandes d'intervention et il fut impossible de les satisfaire. Le président de séance proposa, pour mettre en évidence son amour de la démocratie, que les camarades n'ayant pu intervenir, fassent passer leurs interventions écrites à la tribune et qu'il leur serait répondu.

Le secrétaire général et le secrétaire fédéral clorent cette « longue et féconde » discussion. Ceux-ci insistèrent surtout sur les élections de Mars, sur leur importance pour la classe ouvrière française.

D'autre part, nous devions « aider les travailleurs de F.O. et critiquer fermement le comportement de leurs dirigeants confédéraux. Nous sommes sur le chemin de l'unité... En 36, les cheminots ont été les pionniers de l'unité... ».

La charte revendicative des jeunes fut présentée et votée. Il y eu quelques abstentions, mais cela n'empêcha pas la motion d'être votée à l'unanimité.

Un camarade intervint au sujet des 600 F en disant, qu'il serait bon de préciser sur la charte qu'il s'agissait là du traitement de base et non du salaire réel, puisque 600 F de traitement de base donneraient environ de 900 à 950 F de salaire réel. La réponse a été enveloppée de telle sorte que personne n'y a rien compris, le président de séance profitant du brouhaha de la fin pour accumuler des histoires de points, qui tendaient à prouver que la CGT ne voulait surtout pas répondre à cette question.

Les votes se sont faits si rapidement pour les différentes motions, qu'il fût impossible d'intervenir, le Président de séance ne désirant évidemment pas que ceux qui n'étaient pas d'accord puissent expliquer leurs positions.

Ce qui peut ressortir d'une telle réunion c'est que la CGT veut montrer qu'elle est capable de réunir pas mal de monde à qui elle fait croire qu'elle fait quelque chose. Mais, aux 500 jeunes qui sont venus là, on n'a strictement rien proposé. Ils ont entendu des discours, applaudi des discours, et servi à un communiqué triomphal de la CGT.

Ne pas confondre chomage forcé et congés payés

FOSSE DECHY (Bassin du Douaisis). — Le jeudi 9 février, le feu prenait à la fosse Gayant à l'étage 650. Les cinq puits communiquant furent évacués. A la Fosse Dechy, alors qu'il faut une heure habituellement pour les remontées et les descentes, il a fallu pour la seule remontée plus d'une heure un quart ! On peut se demander devant ce manque de diligence, qu'est-ce qui se passerait en cas de coup de grisou.

Le lendemain, ceux du poste du matin, n'étant pas prévenus sont venus à l'heure normale pour la reprise du travail. Et tout ça pour s'entendre dire qu'il n'y avait pas de descente. Il y a pourtant assez de gardes à la mine pour aller dire dans les corons ce qui était déjà connu à 15 h 30, la veille. Les ouvriers se seraient bien passés d'un footing matinal.

Le travail n'a pu être repris que le lundi. Et la Direction a trouvé la bonne solution : ne pas payer ce chômage forcé. Alors qu'elle refuse les congés payés quand ce sont les ouvriers qui ont un « incident technique », elle les engageait à prendre sur leurs congés 1967 ces deux jours, ou sinon à se passer de deux jours de salaire. Alors que la seule responsabilité incombe à l'exploitant ce sont les mineurs qui font les frais de l'affaire.

On aurait pu s'attendre à ce que les syndicats prennent les devants d'une action pour faire payer les responsables et non les ouvriers. Que voyons-nous à la place : une information fausse dans la « Tribune des Mineurs », disant, « dans l'après-midi la descente s'est effectuée à peu près normalement dans les puits voisins... » alors qu'ils étaient fermés. Mais aucune position, aucun appel à l'action en ce qui concerne le paiement des jours chômés.

Ils vont peut-être rétorquer que le règlement des Houillères ne prévoit l'indemnisation qu'après 3 jours d'arrêt dans un puits. Mais si le mouvement ouvrier s'était contenté de revendiquer dans le cadre des règlements et des lois, jamais aucun avantage en faveur de la classe ouvrière n'aurait été acquis.

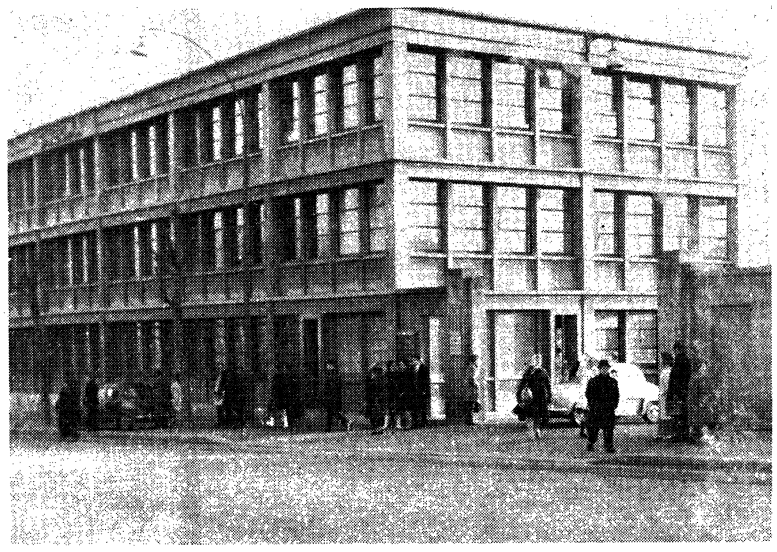
La "SNECMA" Gennevilliers

Nos lecteurs ne savent pas toujours que ce bi-mensuel « VOIX OUVRIERE » n'est, en fait, que la moindre de nos publications.

Dans plus de cinquante grandes administrations ou usines, nos camarades publient un bulletin d'entreprise portant le même titre. Ces bulletins paraissent régulièrement deux fois par mois et, à l'exception d'un éditorial qui leur est commun (il est reproduit dans ce journal), donnent le point de vue des révolutionnaires sur tous les aspects, grands et petits, de la vie dans l'entreprise. Chaque quinzaine, ces bulletins sont lus par des milliers de travailleurs.

Certains de ces bulletins disparaissent — découragement des travailleurs qui en avaient fait leur moyen d'expression ou, parfois, licenciement — mais d'autres sont créés et, au total, leur nombre va croissant.

Aujourd'hui nous présentons une entreprise, la SNECMA Gennevilliers, où un tel bulletin paraît depuis peu.



La SNECMA, Société Nationale d'études et de construction de moteurs d'avions, a été créée en 1945 à partir de la Société Gnôme et Rhône et de diverses sociétés d'aviation de moindre importance. C'est une Société nationale dans laquelle l'Etat dispose de 89 % des actions et la Société américaine Pratt et Whittney de 10,9 %.

L'usine de Gennevilliers, qui appartenait à « Gnôme et Rhône » avant 1945, emploie 1.400 personnes, dont près de mille « horaires », un peu moins de deux cents techniciens, une centaine d'employés et environ 150 cadres et agents de maîtrise. L'horaire est de 45 heures par semaine pour la normale et de 44 heures en moyenne pour les équipes, celles-ci (au moins un tiers de l'effectif) travaillant un samedi sur deux.

Les principaux secteurs de l'usine sont :

— les forges, avec la grosse forge où les ouvriers portent le casque du matin au soir, et la forge de précision ;

— les fonderies : fonderie acier, fonderie alu et magnésium où l'on fabrique notamment les carters de réacteurs et où les ouvrages réacteurs et où les ouvriers souffrent particulièrement du bruit et de la chaleur.

Aux forges et fonderies, plusieurs accidents graves sont survenus ces dernières années.

— les engins : bâtiment « secret » où l'on ne peut pénétrer qu'avec une autorisation spéciale et où est construite une partie de la fusée Diamant.

— la chaudronnerie ;

— l'atelier d'usinage des aubes de réacteurs, qui occupe plus de 300 ouvriers, dont une forte proportion de jeunes de 17 à 20 ans, qui sortent des Centres d'apprentissage et occupent surtout les postes de fraiseurs et ajusteurs. Cet atelier est celui où il y a le plus de « passage », ceci étant dû aux départs au service militaire et aux nombreuses démissions (le travail de série que ces jeunes ouvriers effectuent est particulièrement monotone et inintéressant, si bien qu'ils ont le sentiment de perdre leur qualification).

LES SALAIRES

Les salaires des horaires comme des mensuels comportent une partie fixe et une partie variable, attribuée à la tête du client ; c'est la « prime de qualité » pour les horaires et le « décollement » pour les mensuels (celui-ci varie de 0 à 300 F par mois pour une même qualification tandis que la prime de qualité varie, par exemple, pour un OS2 de 0,13 F à 0,92 F et pour un P3 de 0,22 F à 1,89 F). Il n'y a pas moins de 6 échelons pour les OS2, 8 échelons pour les P2, et autant pour les P3. La direction fait dépendre les augmentations individuelles de « l'absentéisme».

Pour les ouvriers payés au boni, le taux d'affutage n'est que de 2,78 pour un OS2 et 3,03 pour un P1, auquel s'ajoute une prime de rendement s'échelonnant entre 28 % et 35 % du taux de base, suivant les postes de travail, et une prime d'équipe de 0,50 F de l'heure en plus de la prime de qualité. Cette prime d'équipe n'est pas payée pour l'ensemble de la journée en cas de retard supérieur à 1/2 heure ou en cas de sortie anticipée (que ce soit à l'occasion d'un débrayage ou avec un bon de sortie). Des augmentations générales de 1,5 à 2 % sont attribuées à peu près tous les six mois ,ainsi qu'une prime de vacances et de fin d'année de 200 F.

Dernièrement, la direction prétendait rogner sur le boni en le ramenant de 25 % à 20 %, alors qu'il était descendu de 33 % à 25 % il y a quelques mois, pour les ajusteurs travaillant sur des bons de retouches. Cela se passait à l'atelier des aubes. Mais il lui fallut revenir sur cette décision en raison de la volonté des jeunes de ce secteur de ne pas se laisser faire; ceux-ci (environ 80) ont en effet cessé le travail spontanément et ont débrayé à deux reprises pendant 5 et 6 heures.

LES SYNDICATS ET LEUR POLITIQUE

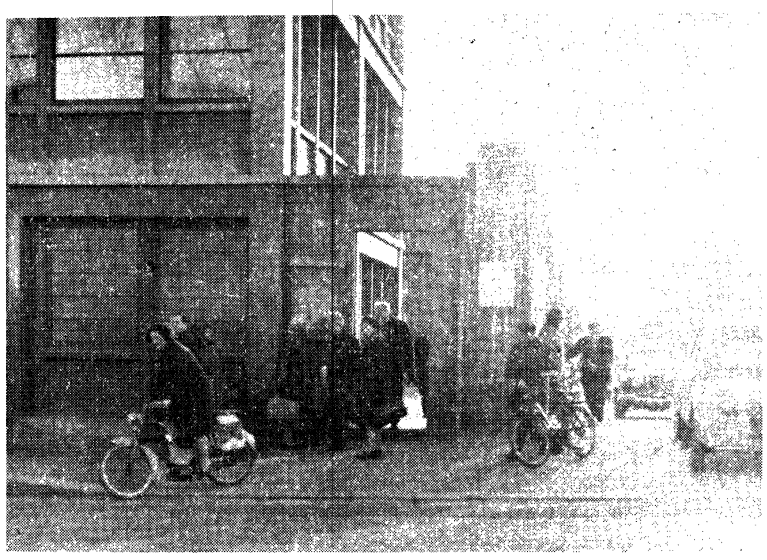
Le principal syndicat est la CGT qui regroupe environ 10 à 15 % du personnel, la CFDT étant pratiquement inexistante (1 délégué) et FO n'existant pas du tout. Mais il n'y a aucune vie syndicale, la CGT n'organisant jamais de réunions de syndiqués. La commission exécutive CGT se réunit épisodiquement (tous les 1 ou 2 mois) et des délégués, plus quelques privilégiés, soit une dizaine de personnes au total, y « décident » de la participation aux habituelles « journées d'action ». Cela se traduit généralement par des mots d'ordre de débrayage de 1 ou 2 heures, et 24 heures dans les grandes occasions comme le 1er février, où à peine 40 % des travailleurs ont participé à la grève.

On sait que depuis la mise en route de l'usine SNECMA de Corbeil et l'annonce de la fermeture prochaine des centres de Kellerman et Suresnes, le problème de l'emploi risque de se poser prochainement. Dans un premier temps, l'usine de Gennevilliers ne sera pas touchée par cette concentration mais, la direction ne dévoilant jamais ses plans à l'avance, rien ne dit qu'il ne se posera pas aussi a Gennevilliers dans quelques années. Le cheval de bataille de la CGT et du Comité d'entreprise est bien entendu : la défense de « notre » industrie aéronautique et de l'avenir du moteur « français ». Les tracts de la CGT et le journal imprimé du Comité Central d'Entreprise fourmillent de prises de position nationalistes qui, d'après la CGT, seraient susceptibles de résoudre le problème de l'emploi à la SNECMA. C'est ainsi que le Comité Central d'Entreprise s'adressait aux députés, dans une lettre ouverte du 21.10.66, en ces termes :

« On a espéré le fabriquer (le moteur M 45) mais, comme pour l'Airbus, il semble qu'on agisse comme si l'on attendait que nos concurrents américains s'approprient définitivement tous les marchés ! »

« ...Il semble que le gouvernement se résigne à faire appel aux moteurs étrangers pour équiper les avions dont nous avons besoin. C'est la continuation et l'aggravation d'une politique de démission industrielle en matière aéronautique, partie intégrante de notre indépendance nationale. »

Le journal du CCE, intitulé : « Bulletin d'information du personnel de la SNECMA », n° 54, d'octobre 66, termine un éditorial sur « le moteur français » en ces termes : « Vouloir faire d'elle un atelier moderne de sous-traitance pour Pratt et Whittney ou toute autre firme étrangère, n'est pas un exemple, c'est mettre une croix à la SNECMA sur le moteur français. » Tandis que le n° 55 du même journal lance un cri d'alarme : « on descend l'aéronautique française en vrille ».



Quand on entend ces « syndicalistes » parler de « nos » charges de travail, de « nos » usines, de « rentabilité et d'intérêt national », on ne s'étonne plus du fait que la majorité des travailleurs se détournent des syndicats et ne se sentent pas du tout concerné par ces problèmes, avec juste raison d'ailleurs. La seule question décisive pour les travailleurs, étant la garantie de leur salaire. Sur le plan des revendications, la CGT est plutôt modeste puisqu'elle se limite à avancer :

— le retour progressif aux 40 heures, avec un premier palier à 42 heures 30.

— 0,50 F de l'heure pour les horaires.

En guise de préparation au congrès de l'USMT des 17 et 18 février, elle s'est contenté d'apposer de belles affiches sur les panneaux syndicaux, mais elle n'a pas jugé utile de consulter les travailleurs (et même pas les syndiqués) sur le programme revendicatif à l'ordre du jour du congrès. Seule une commission exécutive restreinte s'est réunie la veille de façon quasi confidentielle.

Comme partout ailleurs, la principale activité du Comité d'entreprise local est de gérer la cantine et « les œuvres sociales ».

La CGT (ici majoritaire, mais tous les syndicats raisonnent de la même façon) y trouve le moyen de gérer des sommes importantes. Sans ces sommes qui, à l'échelle du pays, sont considérables, les grandes centrales syndicales vivraient plus chichement car le fait de gérer de tels fonds leur donne une certaine puissance économique. C'est une dîme que paye le patronat, dîme qui lie les syndicats à la tranquilité sociale et à la légalité, qui les lie donc dans une certaine mesure au patronat, c'est donc un bon placement pour ce dernier.

Par ailleurs, sans les « heures de délégation » les syndicats actuels ne pourraient guère fonctionner. Le Comité d'entreprise offre des postes de délégués et ce n'est pas négligeable, même s'il faut pour cela se comporter en patron capitaliste et payer des serveuses, comme c'est le cas à la SNECMA, de 570 à 600 F mensuels (rendant ainsi presque obligatoire la pratique du « pourboire »), tout cela pour offrir aux travailleurs des repas quelconques pour environ 4 F. A notre avis, les travailleurs n'ont rien à gagner à cette gestion. La direction y gagne beaucoup plus : d'une part, si la soupe n'est pas bonne, on ne s'en prend pas à elle mais au CE et, d'autre part, elle préfère sûrement voir les militants syndicaux, se consacrer à ce genre d'activité plutôt qu'à la lutte pour les salaires.

Quant au PCF, il intervient de temps en temps au moyen d'un tract « L'écho de la SNECMA » sur les problèmes politiques. C'est surtout en période électorale — comme c'est le cas actuellement — qu'il s'adresse aux travailleurs par tracts et brochures.

C'est donc une entreprise où la situation des travailleurs n'est guère différente de ce qu'elle est partout ailleurs.

Liste des entreprises ayant une "Voix Ouvrière"

Nous ne pouvons faire paraître des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann — Paris XIIIe
SNECMA — Gennevilliers
HISPANO-SUIZA — Bois-colombes (Seine)
SUD-AVIATION — Courbevoie

AUTOMOBILES :
BERLIET — Lyon-Vénisieux
CHAUSSON — Gennevilliers (Seine)
CHAUSSON — Asnières (Seine)
CITROEN — Usines Levallois et quai de Javel
PANHARD — Paris
GENEVE — Ivry (Seine)
PEUGEOT — Sochaux
RENAULT — Billancourt, 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine
R.N.U.R. — Général
R.N.U.R. — Bâtiment C
R.N.U.R. — Bureaux
R.N.U.R. — Département 37
SPA (Indenor) — Dijon
RENAULT — Flins

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire C.A.F.L. Saint-Chamond
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE — Saint-Nazaire
Montres Lip — Besançon
OLIER — Clermont-Ferrand
NEYRPIC — Grenoble
BOURGOGNE ELECTRONIQUE — Dijon
BRONZAVIE — Courbevoie
CARLES DE LYON — Lyon
C.I.T. — Paris-15e
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine)
LA POLYMECANIQUE — Pantin
C.S.F. — Levallois (Seine)
THOMSON — Gennevilliers (Seine)

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
KODAK — Vinvennes
RHONE-POULENC — Vitry (Seine)
ROUSSEL UCLAF — Romainville (Seine)
Raffinerie ANTAR — Donges (Loire-Atlantique)
L'OREAL — Aulnay-sous-Bois
MICHELIN — Clermont-Ferrand
MICHELIN — Bourges
RHODIACETA — Lyon-Vaise

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord (Seine)
AIR-FRANCE — Blanqui, Paris-13e
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker — Enfants - Malades
ASSURANCES GENERALES — Siège Paris
ASSURANCES GENERALES — Drouot
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES — rue Viala, Paris-15e
CHEMINOTS — Générale
Imprimerie DESFOSSES — Issy-les-Moulineaux
CREDIT LYONNAIS — Siège central Paris
CREDIT LYONNAIS — Levallois
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE — Rue de Flandre, Paris.
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris, QUAIS et DOCKS — ?
URBAIN ET LA SEINE — Paris
MINES — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche

Il y a cinquante ans

IL y a cinquante ans éclatait la révolution russe. Le 8 mars suivant le calendrier européen occidental, le 23 février pour celui de l'ancienne Russie qui retardait de 13 jours sur le premier, d'où le nom de Révolution de Février que l'histoire a donné aux Journées qui aboutirent au renversement du Tsar.

Ce n'étaient pas encore les dix jours qui ébranlèrent le monde. Mais ces journées de mars (ou de février comme l'on voudra) marquent l'irruption du prolétariat russe sur la scène historique, et plus spécialement du prolétariat de Petrograd, la capitale de la Russie tsariste. Cette scène, il l'occupera désormais non seulement pendant les 8 mois qui précédèrent la prise du pouvoir par le seul parti qui représenta les intérêts de la classe ouvrière russe et internationale, le Parti Bolchevik, mais pendant les années qui suivirent. Des années de fer et de sang durant lesquelles, les armes à la main, contre toute la réaction capitaliste russe et étrangère, ouvriers et paysans soviétiques défendront les conquêtes de la révolution, leurs conquêtes. Jusqu'à ce que victorieux de la bourgeoisie mais exsangue et épuisé, le prolétariat cède la place à une bureaucratie parasitaire, nourrie de ses sacrifices.

Mais qu'importe ! la révolution prolétarienne russe a marqué son siècle et l'histoire toute entière d'une façon indélébile. Aucune réaction n'a pu jusqu'ici et ne peut maintenant effacer son souvenir et ses conséquences.

Dès ce numéro de **Voix Ouvrière** nous entamons la publication d'une série d'articles sur ces quelques mois de 1917 qui marquent un tournant de l'histoire du monde. Nous voulons par là non seulement faire connaître la vérité historique sur différents épisodes de la révolution russe, vérité bien souvent oubliée, encore plus souvent falsifiée soit par les valets de la bureaucratie russe, soit par les serviteurs de la bourgeoisie internationale. Mais nous chercherons aussi à montrer l'impact de l'événement sur son époque, les réactions de l'opinion, plus spécialement l'opinion française devant ce formidable cataclysme, ce qu'elle en a compris et ce qu'elle n'en a pas compris. Et notamment l'opinion des socialistes, qui par leur idéologie auraient dû être les plus proches des révolutionnaires de Petrograd et les plus aptes à saisir l'importance de la lutte engagée, et dont dépendait pour une bonne part que la révolution russe s'étende et mette à bas définitivement le vieux monde, ou au contraire, cernée par un environnement hostile, malgré tous ses efforts pour le briser, soit vouée à l'échec. Nous chercherons enfin à en dégager les leçons qui demeurent toujours valables pour le prolétariat révolutionnaire, cinquante ans après l'événement. Mais il est vrai que cet enseignement se dégage de lui-même d'une histoire écrite honnêtement.

LES JOURNEES DE FEVRIER A PETROGRAD

Le 23 février 1917, c'était la « Journée Internationale des Femmes ». On envisageait, dans les cercles de la Social-Démocratie russe de marquer cette journée par des manifestations traditionnelles : réunions, tracts, meetings. « La veille encore, il ne serait venu à la pensée de personne, écrit Léon Trotsky, dans son Histoire de la Révolution Russe que cette « Journée des Femmes » put inaugurer la Révolution. Pas une organisation ne préconisa la grève ce jour-là. Bien plus, une organisation Bolcheviste, et des plus combatives, le comité de Vyborg, déconseillait toute grève... »

Et pourtant, ce 23 février marque le début d'un processus révolutionnaire, qui, à peine huit mois plus tard, mènera le prolétariat à l'assaut du pouvoir.

23 FEVRIER : UNE JOURNEE IMPREVUE...

Le 23 février 1917, donc, dans Pétrograd, capitale de la Russie, l'effervescence grandit. Les travailleuses du textile, concentrées dans un faubourg, le secteur de Vybord, vont se mettre en grève et se diriger vers le centre de la ville, entraînant dans leur sillage de nombreux travailleurs de la métallurgie. Bousculant les barrages de police, elles vont manifester devant la Douma municipale (le Conseil municipal de Pétrograd), réclamant « du pain ». Femmes de soldats, femmes d'ouvriers, lasses de faire durant des heures la queue devant les boulangeries pour quelques grammes de pain, elles vont crier leur misère et leur colère au tsarisme.

Néanmoins, les autorités contrôlent encore la situation. Elles ont d'ailleurs mis au point un plan destiné à juguler toute tentative insurrectionnelle qui, sur le papier, semble invulnérable. Les rapports de police du 23 février au soir ne marquent d'ailleurs aucune inquiétude : « Grève suivie à 20 %, 90.000 grévistes » évaluent les policiers qui tiennent la situation bien en main.

LE 24 FEVRIER...

Le lendemain, loin de décroître, l'effervescence s'est amplifiée. Les traminots se sont mis en grève, entraînant dans leur mouvement de nombreux travailleurs qui ne peuvent se rendre à leur travail. Qui avait donné l'ordre de grève aux traminots ?

L'Histoire l'ignore.

Le mouvement s'est développé, anonyme et spontané. De nouveau les travailleurs vont manifester au centre de la ville, mais les mots d'ordre se précisent, se radicalisent. On ne demande plus « du pain », on crie « à bas la guerre », « à bas l'autocratie ». La foule, dense, va à la rencontre des cosaques, qui hésitent, répugnent à la disperser. L'attitude de cette troupe d'élite, que le tsarisme avait lancé maintes fois contre les manifestations ouvrières est symptomatique de l'atmosphère qui règne à Pétrograd en ces jours de février 1917. L'immense majorité de la population en a assez de la guerre et de la misère qu'elle entraîne. Elle aspire à se débarrasser du Tsar et du tsarisme qu'elle rend responsable de la situation. Et cette journée, marquée par quelques heurts avec la police, par une fusillade sur la perspective Nevsky, par plusieurs morts parmi les manifestants, par une trentaine de policiers assommés, va se terminer en laissant les deux camps : le pouvoir et les manifestants, dans l'expectative, face à face.

Les autorités hésitent encore à engager l'épreuve de force ; les masses ouvrières ne se rendent pas encore bien compte de la situation et de leur puissance, et de plus elles sont encore, pour quelques heures, désarmées.

Mais la temporisation ne peut durer. Le tsar fait télégraphier l'ordre de « mettre fin, dès le lendemain, aux désordres de la capitale ». Et tout laissait présager que les journées suivantes seraient décisives.

Elles le seront en effet.

LE 26 FEVRIER : LA TROUPE FLANCHE

Dès l'aube du 26 février — c'est un dimanche et les usines sont fermées — les ouvriers vont descendre une nouvelle fois dans la rue, et vont prendre d'assaut et incendier les commissariats de police qui se trouvent sur la rive droite de la Neva, dans les quartiers ouvriers, puis ils vont, comme les jours précédents, tenter de joindre le centre de la ville. La police a fait relever les ponts, mais les insurgés vont franchir la Neva gelée, pour se masser autour des casernes de la rive gauche. Il faut gagner les troupes à l'insurrection.

Seul un régiment, le régiment d'élite des Pavlotzky, ce jour-là se rallie. Insubordination vite étouffée, les soldats mutins sont désarmés et consignés dans leur caserne. On parle même de passer 1.500 hommes de troupes par les armes. L'insurrection semble marquer le pas. Mais c'est la première lissure dans l'édifice du tsarisme qui, tentative désespérée de couper court au développement de la révolution, décide de dissoudre la Douma. La Douma, assemblée parlementaire élue selon un suffrage censitaire rigoureux, composée de représentants monarchistes bourgeois est loin pourtant de représenter l'état-major de la révolution. Ces membres sont autant effrayés que le tsar par les « débordements populaires ». Témoin ce télégramme que son président, le bourgeois-monarchiste Rodzianko, adresse au tzar, dans la soirée du 26.

« Anarchie dans la capitale. Le gouvernement est paralysé. Le mécontentement général grandit. On tire en désordre dans les rues. Certaines troupes se tirent mutuellement des coups de feu. Il est nécessaire de confier immédiatement à une personne jouissant de la confiance du pays le soin de former un nouveau gouvernement. Impossible de temporiser. Tout retard est mortel. »

Télégramme qui illustrait bien à la fois la crainte de la bourgeoisie et ses plans d'avenir.

Mais il était déjà trop tard.

27 FEVRIER : L'ARMEE PASSE A L'INSURRECTION

Car le lendemain, 27 février, les ouvriers auxquels s'étaient joints les mutins de la veille, qui ne pouvaient plus reculer, vont s'attacher à travailler les régiments de la garnison de Pétrograd. Et un à un, ces régiments d'élites vont passer à l'insurrection, faisant définitivement basculer le rapport de forces en faveur de l'insurrection.

Mais déjà se constituaient des organes de pouvoir.

Avant même le triomphe définitif des insurgés, des représentants des organisations socialistes se constituaient en un Comité Exécutif Provisoire qui appelait les ouvriers, en référence à la révolution de 1905, à élire leurs représentants au Soviet (Conseil), à raison d'un délégué pour 1.000 ouvriers.

Parallèlement, les politiciens bourgeois organisaient timidement un Comité Provisoire de la Douma, chargé d'assurer la continuité de la légitimité.

Quant au tsar, il avait vainement tenté de transmettre le relai à un rejeton de la famille impériale, pour, finalement, isolé de toutes les forces politiques du pays, du prolétariat qui le vomissait, de la bourgoisie qui trouvait sa présence par trop compromettante, abdiquer, le 3 mars.

LA DUALITE DU POUVOIR

Mais ce pouvoir, partagé d'une part entre le Comité Exécutif Provisoire, s'appuyant sur les Soviets, émanation des travailleurs en lutte et un gouvernement provisoire pâle émanation bourgeoise de la pâle représentation parlementaire de la Douma d'empire d'autre part, ce pouvoir, qui allait l'exercer ?

Déjà le Soviet, déniant au nouveau ministère la possession exclusive de l'autorité gouvernementale, empiétant sur les prérogatives de l'exécutif, le Soviet prenait un décret appelé au plus large retentissement : le prikaz n° 1 ou décret sur l'armée. Dans cette adresse « à tous les soldats de la garde, de l'armée, de l'artillerie et de la flotte », le Soviet des députés ouvriers et soldats avait décidé :

« I. — Dans toutes les compagnies, bataillons, régiments, batteries, escadrons, unités isolées des différents services militaires, et sur les bâtiments de la flotte, on élira sans délai des Comités de soldats...

III. — Dans tous ses actes politiques, toute unité militaire est soumise au Soviet des députés ouvriers et soldats et à ses Comités.

IV. — Les ordres de la Commission militaire de la Douma Impériale ne seront exécutés que s'ils ne contredisent pas les décisions du Soviet des ouvriers et soldats »...

Mais là va s'arrêter son audace. Abandonnant aux ministres bourgeois le soin de constituer le gouvernement, le soin de continuer la politique du pays, la direction du Soviet va se comporter, durant des semaines, comme l'opposant loyal du gouvernement provisoire bourgeois. Les partis socialistes qui sont à la tête de ce Soviet, Kerensky, les Mencheviks, les Bolcheviks même, dirigés alors par Staline et Kamenev, Lénine étant encore en exil, vont se borner à demander que ce gouvernement garantisse les libertés démocratiques.

Pourtant, les masses ouvrières sont descendues dans la rue pour bien autre chose qu'un changement formel de régime. Elles se sont battues pour le pain, la paix, la liberté. Elles restent mobilisées derrière ces revendications et vont intervenir à maintes reprises pour en imposer la réalisation effective. Et face au gouvernement provisoire bourgeois, le Soviet constitue l'embryon d'un autre pouvoir, celui des travailleurs. Dualité de pouvoir qui ira en s'accentuant et qui marquera de son sceau les événements des semaines suivantes.

A PARIS
La prochaine réunion du

CERCLE
Léon TROTSKY

aura lieu le :
Lundi 13 mars, à 20 h 30, à la Mutualité
Salle C, 1er étage, 24, rue Saint-Victor
Métro : Maubert-Mutualité, sur le sujet :

LE PROBLEME NOIR AUX U.S.A.

NOTA : Cette réunion n'est pas publique.
Entrée uniquement sur invitations
Ces invitations peuvent être retirées à nos permanences ou à la librairie :
LA NEF DE PARIS, 25, rue des Boulangers, Paris-5e

la révolution russe

L'Humanité DE 1917 N'A VU DANS LA CHUTE DU TSARISME QU'UNE VICTOIRE DES ALLIÉS

« *L'Humanité* », depuis le début de la première guerre mondiale, s'est mise au service de l'impérialisme français. Le quotidien socialiste fondé par Jaurès est tout acquis à l'idée de la défense nationale et soutient les différents gouvernements français qui mènent la guerre. S'il adresse encore quelques critiques aux représentants politiques de la bourgeoisie c'est sans doute pour justifier quand même son titre de socialiste auprès de sa clientèle ; d'ailleurs ces critiques ne sont pas faites d'un point de vue de classe mais de celui de l'efficacité dans la conduite des affaires, et surtout de la guerre.

•

Dans la guerre impérialiste la France est l'alliée du tsar et les forces russes sont indispensables à la bourgeoisie française. Mais l'empire russe est considéré depuis longtemps comme le bastion de la réaction européenne. Cela n'a pas empêché les socialistes français d'appuyer les Alliés franco-anglo-russes soi-disant champions de la liberté. Quelles sont leurs réactions à la nouvelle de la révolution russe ?

Jusqu'au 13 mars, les nouvelles de Russie publiées par *l'Humanité* n'occupent que la page trois du journal. Elles sont faites essentiellement de dépêches d'agences ou de correspondants d'autres journaux. *L'Humanité* n'avait pas de correspondant en Russie. Elles parlent de protestations de la Douma, en particulier contre l'arrestation des membres ouvriers du « Comité pour les industries de guerre », d'épreuve de force possible entre la Douma et le gouvernement, de manifestations et de grèves qui ont lieu à Pétrograd. *L'Humanité* du 13 mars cite à ce propos une correspondance du journal anglais *Daily News* en date du 10 mars : « Il est peu probable que des troubles sérieux se produisent. La population est mécontente mais acclame cependant les soldats, donnant un démenti à ceux qui prétendent que le peuple est hostile à la guerre ».

Pourtant dès le 14 les affaires russes passent à la une de *l'Humanité*. « La crise russe s'aggrave. La Douma suspendue ». titre-t-elle. L'article qui suit, de B. Veillard a été en plusieurs endroits censuré. Il y aura désormais chaque jour un article, soit d'analyse, soit d'information, en première page.

L'abdication du tsar date du 15 mars. Les lecteurs de *l'Humanité* l'apprendront le 17. Ce jour-là les événements russes occupent les cinq huitièmes du journal et notamment les deux premières pages tout entières (il en compte quatre). Sur les quatre colonnes de la une s'étale le titre : « La révolution triomphe en Russie », et en sous-titre : « L'ancien régime s'effondre sous la poussée des forces nationales ». Un appel des députés socialistes français : « A nos frères russes », un article de Renaudel : « L'unité de la Russie », un autre de Veillard : « Salut à la Russie libérée » occupent la page.

Mais les jours suivants, tout en tenant toujours une place de choix, la révolution russe le cède déjà en importance, à la une, aux nouvelles du front : une offensive anglo-française a commencé... opportunément peut-être.

Qu'est donc cette révolution pour les rédacteurs de l'*Humanité* ? Trois thèmes dominent tous leurs commentaires.

Tout d'abord il s'agit d'une révolution nationale regroupant toutes les classes de la nation russe contre le tsarisme. *L'Humanité* collationne soigneusement, à ce propos les moindres dépêches en provenance de Russie et annonçant le ralliement des assemblées de la noblesse, des popes, des officiers, etc.

Ensuite si le tsar a été renversé c'est parce qu'il s'est montré, lui et son gouvernement, incapable de mener la guerre. Bien plus la trahison était dans l'air. Les nouveaux dirigeants russes, les Cadets de la Douma, sont des partisans résolus des Alliés. Toutes les déclarations à ce sujet du nouveau ministre des affaires étrangères sont reproduites in extenso.

Enfin, la révolution russe prouve que les socialistes français ont eu raison d'adopter une attitude de défense nationale. Ce sont les sociaux-démocrates allemands qui ont trahi l'idéal révolutionnaire. Sans vergogne, *l'Humanité* multiplie les appels au prolétariat et aux socialistes allemands pour qu'ils agissent envers leur empereur comme l'ont fait les Russes envers le tsar.

Par contre, il y a une chose qui ne fait l'objet d'aucun commentaire particulier de *l'Humanité:* C'est le rôle du prolétariat de Pétrograd. Ni celui qu'il a rempli dans ces journées révolutionnaires, ni celui qu'il pourrait jouer par la suite. Les socialistes français obnubilés par la guerre ne veulent voir dans cette révolution qu'un appui supplémentaire à la cause des alliés.

Certes la censure rendait plus difficile une information exacte sur ce qui se passait en Russie. Pourtant *l'Humanité* était au courant de la formation des conseils de délégués ouvriers, puisqu'elle cite des dépêches faisant état de ceux-ci et de décisions prises par eux. Que la classe ouvrière soit organisée et que ses organes prennent des décisions qui relèvent de l'Etat ne les a pas frappés. Pas plus que le fait que c'était une insurrection ouvrière qui avait force le tsar à abdiquer. Pour les journalistes socialistes chauvins de *l'Humanité*, le prolétariat en tant que tel ne comptait pas.

L'HUMANITE du 14 mars 1917 :

Le peu que l'officieux télégraphe a laissé filtrer sur les débats parlementaires nous a permis d'apprendre que la Douma a essayé de faire son devoir. Par l'organe de M. Milioukov, de M. Konovalov, des citoyens Kerenski et Tchkheidzé, elle s'est élevée contre la nonchalance et l'atonie (une ligne censurée).

Rappelons notamment la parole de M. Milioukov : « La Russie veut la victoire ; elle l'obtiendra, s'il le faut, malgré le gouvernement »...

Est-ce là le langage d'un révolutionnaire qui « sape les fondements de l'Etat » ? Ce n'est que le cri d'angoisse d'un patriote (une ligne censurée).

(Extrait d'un article de B. Veillard.)

★

L'HUMANITE du 16 mars :

Les officiers en particulier étaient et sont bien situés pour ressentir les effets de la politique gouvernementale sur la situation militaire ; et pour apprécier d'autre part les grands services rendus à la défense nationale par la vigilance de la Douma et l'activité de toutes les « forces sociales » en lutte avec la bureaucratie : union des Zemstvos (conseils généraux) et des municipalités, coopératives et tant d'autres sociétés d'intérêt public.

Au cours de la dernière année est venue s'y ajouter l'œuvre immense des comités industriels de guerre, cette épine dorsale de la mobilisation des industries *pour la défense nationale que la bureaucratie s'acharnait à briser.*

(Extrait d'un article de B. Veillard.)

★

L'HUMANITE du 17 mars :

Les socialistes français sasaluent avec enthousiasme la révolution russe.

Comme la révolution française elle est l'œuvre du Peuple, du Parlement et de l'Armée...

Puisse cette révolution, qu'ils ont toujours appelée de leurs vœux comme la condition du progrès démocratique et de la paix définitive dans le monde, dicter leur attitude aux prolétariats socialistes d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie.

Elle les replace en face de leurs responsabilités...

(Extrait d'un appel des députés socialistes français « A nos frères russes ».)

On dit que tout cela s'est accompli dans les rues de Pétrograd au cri de « Vive la France ». C'est une grande fierté que notre pays, à l'heure même de la guerre terrible et meurtière, soit invoquée par les peuples qui veulent se libérer à la fois du joug intérieur et de la menace extérieure...

Et l'Allemagne, l'Allemagne impériale en sera blessée. L'Allemagne démocratique et socialiste en sera-t-elle remuée ?

(Extrait d'un article de P. Renaudel.)

Mais l'illusion de la force n'a qu'un temps. Les profiteurs du régime en ont été dupes eux-mêmes. De représailles en représailles, de provocation en provocation, ils ont fini par croire que tout leur était permis, y compris la trahison en temps de guerre...

Les intérêts du pays, les intérêts de la défense nationale ne comptaient pour rien. Leur maintient au pouvoir était la fin qui justifiait tous les moyens y compris même des manœuvres, en vue d'une paix séparée: La réconciliation avec Guillaume II n'aurait-elle pas été la meilleure garantie de la survivance du régime ?...

Laisser le pays en tête-à-tête avec M. Protopopov, l'homme de la camarilla germanophile, le successeur de Raspoutine ! Livrer à la merci de ce renégat le sort des batailles décisives du printemps !... Toutes les forces vives du grand pays se soulevèrent d'un seul élan pour empêcher le crime final et irréparable qui se préparait...

Le récit des événements fait ressortir à chaque ligne cette unanimité *radieuse qui fait la force et la beauté de toute* Révolution nationale...

(Extrait d'un article de B. Veillard.)

★

L'HUMANITE du 18 mars :

Les travailleurs britanniques et français se sont depuis longtemps rendus compte qu'il est nécessaire de renverser le despotisme de l'Allemagne, s'ils veulent ouvrir la voie du développement libre et pacifique des nations européennes.

Cette conviction leur inspire de faire des efforts et des sacrifices sans précédent et ils s'attendent avec confiance à avoir l'aide des travailleurs russes pour atteindre ce but que visent leurs efforts.

Nous espérons bien vivement que vous ferez bien comprendre à vos partisans que tout relâchement dans leurs efforts serait un désastre pour les camarades qui combattent dans les tranchées et la ruine de nos espoirs communs de régénération sociale.

(Extrait d'un télégramme « des ministres travaillistes, chefs des travailleurs de Grande-Bretagne, travaillistes du Parlement et Syndicats britanniques adressé aux chefs du parti du travail russe, Kerenski et Tchkeidzé »).

L'HUMANITE du 19 mars :

Lorsque nous ajoutions qu'en même temps que pour notre propre liberté et pour notre propre droit nous combattions pour la liberté et le droit de tous, on ripostait alors : la prétention serait admissible si vous n'étiez pas coalisés avec la plus grande force de despotisme et de réaction de la vieille Europe. La victoire combinée des nations démocratiques de l'Occident et de l'Empire des tsars ne saurait être la victoire de l'indépendance des peuples et vous n'avez pas qualité pour vous porter solidairement caution en faveur des droits que l'un des vôtres foule depuis toujours aux pieds dans l'étendue de son propre domaine.

La Révolution qui vient de s'accomplir à Pétrograd met à néant cette spécieuse dialectique.

(Extrait d'un article de Louis Dubreuilh.)

★

L'HUMANITE du 21 mars :

Certes la Révolution a des répercussions en France. D'abord elle témoigne que lorsque les socialistes se voyaient opposer l'alliance avec la Russie tsariste comme une raison de ne pas participer de tout cœur à la défense nationale, ils avaient raison de ne pas se troubler. Ils avaient raison de penser que la guerre pour la liberté des nations, pour le droit des peuples, ne pouvaient être que la guerre des démocraties contre l'esprit militariste et que bon gré mal gré, les peuples rassemblés pour cette lutte réagiraient les uns sur les autres au point de créer un niveau commun de libertés démocratiques...

La Révolution russe c'est la garantie de l'action commune des Alliés, c'est aussi la certitude que les nations attaquées par les empires centraux peuvent envisager dans la sérénité l'heure d'une paix définitive : car la conscience du bon droit total est plus que jamais la condition et la certitude du succès final. Cette conscience-là manquera de plus en plus à l'Allemagne impériale. Que Scheidemann interroge là-dessus et Bernstein et Kautsky, et Haase, et Hoffmann et Liebknecht s'il veut le visiter dans sa prison. Il verra bien que nous disons vrai.

(Extrait d'un article de P. Renaudel.)

Les Noirs constituent 11 % des forces américaines combattant au Vietnam mais représentent 17,8 % des soldats américains tués au combat, annonce le Pentagone (18-2-67).

Or, la population noire ne forme que 10 % de la population américaine !

UN PATRON DE COMBAT :

Le Comité d'Entreprise - Renault -

Le personnel de la R.N.U.R. qui prend ses repas dans les « restaurants » est informé régulièrement de la marche de ceux-ci par l'intermédiaire du « Journal du Consommateur ». Le thème de ce journal ne varie guère, ce qui fait dire aux usagers avant même de l'avoir lu : « tiens, encore une augmentation ». En effet, il ne paraît que pour expliquer qu'en fonction des difficultés de gestion dues à l'augmentation du prix des denrées et des charges, la direction des restaurants se voit contrainte d'augmenter certains prix. Le numéro du 17 février est un modèle du genre. Il informe ses lecteurs que le déficit permanent est en régression mais que malheureusement les salaires ont dû être augmentés, et que les 9 millions d'anciens francs versés à ce titre en décembre dernier ont eu pour conséquence de déséquilibrer la gestion, et qu'au lieu de verser cette augmentation en une seule fois sous forme de prime complémentaire il aurait préféré le faire 1 % par 1 %, ce qui aurait évité l'obligation d'une nouvelle augmentation du prix des plats.

Un patron est un patron, direz-vous ! Et cette façon de faire ne sort vraiment pas de l'ordinaire ! C'est vrai, mais là il s'agit d'un cas particulier : la gestion des restaurants est assurée par le Comité d'Etablissement dont les élus sont en grande majorité cégétistes.

Si la direction du C.E. se plaint d'avoir à verser une augmentation de salaire qui n'était pas prévue, c'est tout simplement parce que dans ce domaine, elle suit pas à pas la Régie Renault et utilise le même barème de salaires. En décembre dernier, la Régie ayant décidé d'augmenter la prime trimestrielle (prime soumise à minoration pour absences non autorisées), le C.E. s'est vu dans l'obligation d'en faire autant.

Une serveuse des restaurants qui assure trois services par jour dont un pour les équipes, — ce qui signifie servir et encaisser le prix des repa d'une cinquantaine de clients en 40 minutes et, en dehors des services préparer les plats, mettre les tables, débarrasser — et qui bien souvent est obligée de continuer à travailler pendant la pause à laquelle elle a droit pour couper la journée, cette serveuse gagne 3,36 F de l'heure. Dans le barème de la Régie, cela correspond au mini de la catégorie touché par le manœuvre. Lorsqu'on reproche au C.E. cette façon un peu cavalière de payer le personnel, il rétorque : d'accord ,mais il y a les pourboires. Les « pourboires », c'est la menue monnaie que laissent certains ouvriers en payant leur repas ; mais même avec ces prétendus pourboires, le salaire d'une serveuse n'excède guère 700 F par mois. Encore une fois. la majorité du C.E. est composée d'élus CGT et, de leur part, cautionner le principe des pourboires, cela en dit long sur leurs « principes ».

La plupart des serveuses sont syndiquées à la CGT non pas que ce soit une obligation, mais plutôt pour en finir avec les pressions de toutes sortes. Le fait d'être syndiquées, ne les met cependant pas à l'abri des tracasseries et l'on continue à leur demander de travailler le samedi en heures supplémentaires, et celles qui se montrent un peu trop revendicatives, se retrouvent vite aux tables les plus éloignées de la cuisine.

En novembre 1960, la Régie Renault licenciait 3.000 travailleurs et peu après réduisait les horaires. Ces mesures ont eu elles aussi leur répercussion dans les restaurants. Dans un premier temps, le C.E. faisait chômer lui aussi son personnel qui se retrouvait alors avec une paie amputée ; dans un deuxième temps, il licenciait cinq serveuses, en tenant compte de l'ancienneté et de la « valeur professionnelle », c'est-à-dire, les critères mêmes invoqués par la R.N.U.R. au moment des 3.000 licenciements.

La presse syndicale a l'habitude de présenter les comités d'entreprises comme une conquête de la classe ouvrière à la Libération. Les quelques faits cités plus haut illustrent parfaitement la nature de cette « conquête » et les ouvriers n'ont pas à cautionner des individus qui, en leur nom, sont prêts à singer le capitaliste le plus rétrograde dès qu'ils en ont la possibilité matérielle.

ERRATUM

Dans notre dernier numéro, une erreur de mise en page a amputé l'article de P. Bertin, « La scolarité jusqu'à 16 ans ou une obligation... non obligatoire », de l'essentiel de sa conclusion. La voici donc, avec nos excuses auprès de nos lecteurs. Rappelons que dans la deuxième partie de l'article, était examinée la nouvelle formule de scolarité à temps partiel.

— Quelles sont les réactions de ces deux instances ? Le CNPF se fait tirer l'oreille, car la grande industrie, textile excepté, forme beaucoup moins d'apprentis qu'avant la guerre. Il pose donc ses conditions : « ne pas avoir de charges supplémentaires à supporter ». La Chambre des métiers, elle, est plus favorable car la moitié des apprentis entrant chez un artisan ont encore moins de 15 ans ; mais elle réclame un lien juridique entre l'apprenti et le patron alors que le contrat d'éducation ne le permet plus ; et elle aussi pose le problème des subventions.

— Comment concrètement va fonctionner cette scolarité partielle : où seront donnés les cours, par qui ? Mystère.

Va-t-on considérer comme « scolarisé » le jeune recruté par le boulanger pour porter le pain ?

Va-t-on comme certains y songent au ministère, ressortir la phrase traditionnelle sur l'instruction obligatoire « qui peut être **donnée dans les familles** » ... pour les filles, afin de leur permettre de rester à la maison...

Enfin quelles sont les mesures sociales prévues pour aider les familles à scolariser ces jeunes ? Silence également sur ce point.

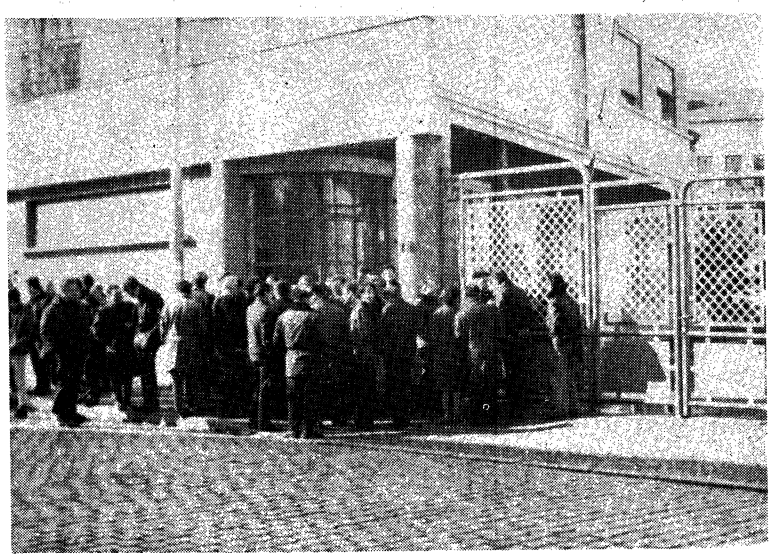
Monsieur Pompidou, digne représentant de l'Etat, se soucie fort peu des conséquneces de la politique de son gouvernement pour l'avenir de milliers de jeunes.

Pour la propagande on annonce des mesures que tous ceux qui ne sont pas touchés jugent positives mais qui plongent dans le désarroi ceux qui en sont victimes.

Paule BERTIN

La Grève de la Rhodiacéta

Lyon-Vaise



(Suite de la page 1)

La grève et les piquets sont entrés dans les faits à partir de l'après-midi même. Mercredi matin 1er mars, on pouvait s'attendre à un fléchissement dans la participation gréviste mais, même au centre Gorge-de-Loup, le service de piquet n'a eu à s'opposer qu'à des chefs et à un directeur qui voulaient entrer. Et ce dernier a dû faire demi-tour lui aussi Les clients non plus ne peuvent pas entrer. Mais la masse des travailleurs qui étaient venus, soit sont retournés chez eux, soit sont restés discuter ou renforcer le piquet.

Le centre Gorge-de-Loup est moins combatif que l'usine du « Tunnel » et sa composition en techniciens et employés, pour la moitié de ses 1.200 travailleurs, y est bien sûr pour quelque chose. Ce sont surtout des ouvriers qui forment les piquets.

On a vu des chefs tenter de pénétrer dans l'usine par des ruses de gamins. D'autres sont entrés malgré tout, en évitant les portes, et en passant par un talus situé derrière l'usine.

Une première entrevue avec un représentant de la Direction n'a rien donné, la seule proposition de cette dernière étant de grouper les journées chômées au même moment, une semaine toutes les onze semaines, ce qui permettrait leur indemnisation à 50 pour cent par le Fonds de compensation. En effet, pour pouvoir en bénéficier, il faut un minimum de journées chômées consécutives, et lorsque la Direction Rhodiacéta affirme dans ses communiqués à la presse que les travailleurs du groupe n'ont jusqu'à présent pratiquement rien perdu, elle ment effrontément. Le Fonds n'a pas fonctionné réellement jusqu'ici. Evidemment, comme les journalistes eux-mêmes, elle considère qu'un travailleur qui a pris toutes ses journées chômées sur sa quatrième semaine de congés 1967, n'a pas eu de perte...

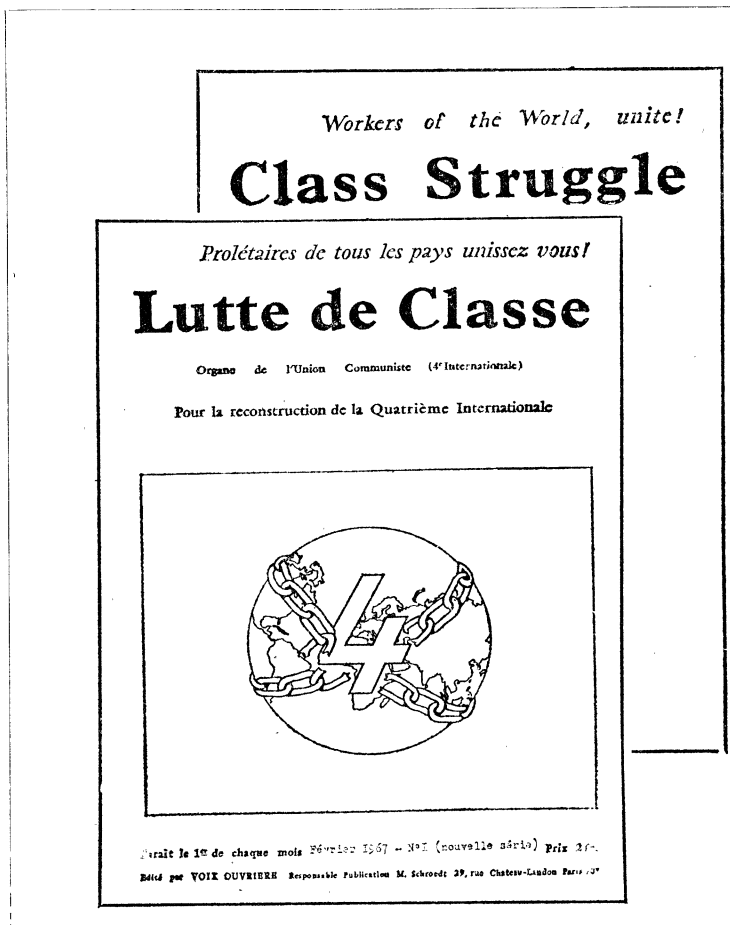
La Direction restant sur de telles positions, on ne peut pas s'étonner qu'une deuxième entrevue, vendredi 3, n'ait rien donné non plus. Bien que la situation ici soit bien moins tendue qu'à Besançon, les travailleurs, emportés par le coup de colère auquel on pouvait s'attendre depuis quelque temps, ne vont certainement pas désarmer facilement. Et les organisations syndicales paraissent plus embarrassées qu'autre chose dans cette situation. Si les premiers jours, la grève a permis une agitation électorale en faveur des candidats de « la gauche » et du PCF en particulier, cela, dans leur esprit, ne peut pas durer. Le lundi 6 mars, lendemain du premier tour, doit voir un tournant. Aux différents meetings, on a parlé candidatures « progressistes », on a même cru bon d'évoquer 1936 pour expliquer que les grèves c'était très bien, si ça amenait une « bonne » majorité à la Chambre. A part le tract du premier jour invitant à un débrayage d'une heure avec meeting, la CGT n'avait jeudi soir publié qu'un seul tract : un papier imprimé, de l'Union Départementale, donnant l'opinion de la CGT sur les élections législatives. Et un tract du PCF, à part une allusion d'une demi-ligne à la grève en cours, ne traitait également que du même sujet.

Un détail qui illustre aussi l'attitude des « militants » syndicalistes devant cette grève : jeudi 2, après le meeting à la grande usine du « Tunnel », les « dirigeants » en question se sont adressés aux travailleurs de CGDL .. au moyen d'un magnétophone ayant enregistré le précédent discours. Inutile de dire que, dans ces conditions, la question de savoir si le millier de travailleurs du Centre étaient ou non d'accord pour poursuivre la grève, n'était plus qu'une formalité. Par ailleurs, aucune plate-forme revendicative précise n'était établie après trois jours de grève. Il y a la solidarité avec Besançon, il y a les revendications générales d'augmentation des salaires et d'abaissement du temps de travail sans perte de salaire, mais rien n'est fait pour permettre aux grévistes de prendre clairement conscience du but à atteindre et des moyens à employer pour cela.

Venant après la lutte des dockers de Marseille, après celle de Dassault à Bordeaux, après la grève des cheminots, la grève du groupe Rhodiaceta montre à l'envi que, du côté des travailleurs, le mécontentement est profond et le potentiel de lutte considérable. Ici, chacun sait qu'on est entré dans l'épreuve de force avec la Direction. Après la reprise, si ce ne sont pas les travailleurs qui ont nettement le dessus, la majorité d'entre eux peut s'attendre à perdre près d'une semaine supplémentaire de salaire, puisqu'il faudra tout remettre en marche...

Il s'agit maintenant de savoir ce qui, de la colère des ouvriers, ou de l'inquiétude des milieux syndicaux devant l'ampleur du mouvement, aura le dessus. Au moment où nous écrivons, le travail ne doit pas reprendre encore lundi matin.

Christiane KERVRAN



Le numéro 2 de la « Lutte de classe », numéro de mars, est paru. Au sommaire :

- **les élections législatives de mars ;**
- **de la double nature des « partis staliniens » de masse ;**
- **les origines de la dégénérescence de la IVe Internationale ;**
- **Amérique latine : le parti révolutionnaire et les guerillas paysannes.**

Nos lecteurs peuvent se procurer la « Lutte de classe » auprès de nos vendeurs et à nos permanences.

REMOUS AU SEIN DU PARTI COMMUNISTE GUADELOUPEEN

En présentant les candidatures des députés dans les « Départements d'Outre Mer », Le Monde du 28 février signalait qu'une scission s'est récemment produite au sein du Parti Communiste Guadeloupéen, et que dans l'une des circonscriptions un dissident se présente comme candidat contre l'un des dirigeants du P.C.G.

Des attaques répétées contre des militants du Parti, l'exclusion il y a près de 3 mois de trois membres du Comité central, des dénonciations à longueur de colonnes dans l'Etincelle, hebdomadaire du P.C.G., avaient déjà révélé une crise qui a maintenant éclaté au grand jour dans toute son ampleur.

Il nous a paru intéressant de publier à ce sujet des extraits d'un article paru récemment dans LUTTE OUVRIERE, un journal communiste antillais.

Des conférences sont prononcées, des articles remplissent, une fois n'est pas coutume, les colonnes de l'Etincelle, Bangou (1) descend de son olympe, sort de son mutisme et de sa modération pour condamner et jeter l'anathème contre les « faux communistes » qui agitent de « faux problèmes ». En réalité dans cet article il accouchera d'une pontifiante et justifiante platitude.

Des cellules excluent les « faux communistes ». De nouveaux secrétaires sont nommés, des motions d'attachement au Parti sont votées. Enfin, tout l'arsenal y passe. Il y a péril pour le Parti.

Tous ceux qui ont signé le tract intitulé « Nous prenons position » seront finalement exclus. Au moins 6 sections sont touchées. On compte parmi ce groupe de 38 signataires 7 ex-membres du Comité Central, 15 membres de comités de sections, 4 secrétaires du parti, dont 2 secrétaires politiques, 4 élus (municipaux et généraux), 2 responsables syndicaux, l'ex-rédacteur en chef de l'Etincelle, la directrice du journal de l'Union des Femmes Guadeloupéennes (Madras).

Nous voyons donc que ce ne sont pas des *gens isolés* mais des militants qui pour certains bénéficient d'une réelle « popularité ». Il y a aussi dans ce groupe des opportunistes notoires. Nous en avions déjà parlé.

D'emblée les signataires se situent :

« Des communistes sans prétention qui ne se croient pas infaillibles mais qui savent que la vérité seule est révolutionnaire se sentent obligés de dire publiquement les raisons de leur désaccord avec d'autres communistes. »

ou encore :

« Nous croyons constituer l'avant-garde des classes laborieuses et aussi celle des intellectuels résolus à « lâcher » l'intelligence et à affranchir la pensée ».

ou et c'est plus important :

« La ligne actuelle est la nôtre (...) Nous avons contribué à l'élaborer. Le mot d'ordre « d'autonomie dans le cadre d'une union avec la France » colle avec les aspirations des masses. Nous y tenons fermement ».

Ainsi donc le groupe de signataires ne se situe politiquement ni plus en avant, ni plus en retrait que le parti. Ce qu'il reproche au parti c'est de ne pas appliquer correctement la ligne définie. Il écrit par exemple :

« C'est qu'il y a les principes et les faits, la théorie et son application, or au sein de notre parti les faits contredisent les principes, la pratique dénature la théorie. »

Ce qui les conduit à exiger « simplement le droit de dénoncer les incapables...».

Suit alors un long développement qui à notre sens a son importance. Ces militants vont en effet critiquer avec ardeur deux choses, d'un côté les méthodes et le manque de démocratie à l'intérieur de leur parti, de l'autre la conduite du parti vis-à-vis des travailleurs et vis-à-vis du pouvoir. Une large part est ainsi faite à l'incapacité du Parti communiste Guadeloupéen à impulser la moindre lutte politique aussi bien que la moindre lutte syndicale à l'attitude capitularde du P.C.G. devant le gouvernement français et ses représentants aux Antilles. Cette fois ce ne sont absolument pas les Trotskystes qui le disent, mais bien des membres du parti et qui plus est des ex-membres de la direction du parti. Le groupe écrit en effet :

« Depuis quelques années, nos dirigeants ont admis — comportement qui constitue déjà une violation des principes — que l'élu communiste est un communiste à part. Devant le pouvoir, il faut qu'il soit tout sourire, tout mignon. Plus il sera gentil avec le préfet, le ministre, le président, plus on lui accordera de crédits, plus le peuple sera satisfait, plus le parti se renforcera ».

De même ils dénoncent l'attitude du parti lors des passages de De Gaulle aux Antilles :

« De Gaulle revient de Djibouti. Le sang et le cri des Somaliens hantent les nuits de notre homme. Il passe par Pointe à Pitre. La direction du Parti va-t-elle prendre l'initiative d'une quelconque manifestation ? Rien n'est fait en ce sens. Mais le lendemain à 10 heures à l'aérodrome du Raizet, des membres du Bureau politique et du Comité Central bouleversés d'émotion et sourire aux lèvres saluent le Grand Décolonisateur et lui expriment leurs vœux de prospérité et d'heureux retour.

Le groupe cite encore le manque de manifestation de solidarité avec le soulèvement de Ste Thérèse (2) :

« La population de Ste Thérèse, à la Martinique se soulève et tient la rue pendant deux jours. Exaspérée de façon permanente par la misère et le chômage, ulcérée de voir le traitement infligé par la gendarmerie à un homme fut-il un repris de justice, elle éclate en une flamblée de colère folle. Des blessés. Des dizaines de prisonniers parmi lesquels des camarades du parti frère. La direction du parti va-t-elle saisir cette occasion de dénoncer le colonialisme. Non. Elle garde un calme olympien. (...) On n'a rien compris, rien analysé, rien fait. Le pouvoir sera content. »

Par contre, le Parti communiste s'y entend à mobiliser les militants et à détourner l'attention des masses sur des objectifs mineurs et ne prêtant à aucune conséquence révolutionnaire :

« Cette commémoration du sacrifice de Delgrès a droit dans notre journal à moins de place que l'anniversaire de la naissance de notre glorieux secrétaire général. » (...)

« Dans le même temps, l'Etincelle regorge de compte rendus à propos de la fête du bicentenaire, du festival d'Art contemporain, manifestations patronnées par la municipalité, éclairées par la présence du préfet, du président du Conseil général, de l'Attaché culturel »...

Ainsi cette politique se résume en quelques mots, et c'est toujours le groupe de signataires qui parle :

« Ainsi la technique du compromis qui lui semble salutaire sur le plan administratif va s'étendre à toute l'activité du parti. *Que cette tactique du compromis ressemble dangereusement à la compromission, que le charme en vienne à dégager un parfum de prostitution, nos dirigeants n'en ont cure ».*

Et les signataires protestent, pour finir contre

« Cette politique d'abandon des principes, de capitulation devant le pouvoir, de mépris à l'égard de la base et des masses travailleuses. »

Et c'est justement pour avoir fait ces critiques que les signataires connaîtront un autre aspect du parti stalinien de Guadeloupe : quand on y est il faut tout supporter, se taire et cautionner sinon c'est l'exclusion. Les signataires développent en détail le processus :

« Des camarades de la section de Pointe à Pitre la gènent. On le leur fera sentir en venant leur lire des rapports longs, indigestes, menaçants ».

C'est le début de l'opération car par la suite :

« On les accuse aussi sec d'être des aventuristes, des liquidateurs, des agents de Pékin. *La direction transforme systématiquement la moindre critique en opposition. L'opposition devient activité fractionnelle, l'activité fractionnelle se transforme en conspiration qui, en un tour de main revêt le visage hideux de la trahison.* On fusillerait presque si on le pouvait. »

Voilà pour les méthodes envers ceux que l'on n'a pas encore exclus. Mais dès que l'exclusion est prononcée, la calomnie suit : « on se contente d'exclure « ces indésirables » pour « comportement indigne » en employant à dessein, cette expression vague qui laisse la porte ouverte aux sous-entendus infâmants et aux interprétations calomnieuses. »

Ainsi, des membres du parti prononcent eux-mêmes un violent réquisitoire contre les méthodes staliniennes. Il est vrai qu'ils le font sans lier cette question à toutes celles qui en découlent...

Ce n'est pas non plus spécifique au Parti Communiste Guadeloupéen, car le Parti Communiste Français par exemple ne supporte pas la moindre critique venant de sa gauche ni la moindre élaboration d'idée à tel point que son organisation étudiante l'U.E.C. est morte.

Mais ce n'est pas le plus grave. Ce Parti Communiste compte aussi dans ses rangs des ouvriers et c'est sur le terrain de la classe ouvrière dans les entreprises qu'il manifeste le plus son attitude tout aussi capitularde que le Parti Communiste Guadeloupéen face aux patrons : (grèves tournantes, grèves isolées, grèves réduites au 1/4 d'heure parfois, *discussions* avec les patrons pour remplacer la lutte des ouvriers).

Non, le Parti Communiste Guadeloupéen n'a pas l'apanage du sabotage des luttes des travailleurs. En France, la solidarité avec le Vietnam est aussi cantonnée dans le pacifisme le plus béat. Le Parti Communiste Français est lui aussi en train de démobiliser la classe ouvrière. 30 ans après la lutte de 1936, il en est à mendier autour des « tapis verts » les 40 heures accordées en 1936. En 1947, il a collaboré avec la bourgeoisie afin de reconstruire l'économie nationale au profit de qui ? de la bourgeoisie française. Sur le dos de qui ? de la classe ouvrière, évidemment !

Et c'est à la même époque que ce parti appliquait la politique de « décolonisation » rattachant administrativement les Antilles à la France plus étroitement en faisant des départements d'Outre Mer, ce qui préservait les intérêts des capitalistes français sur le marché Antillais.

Aujourd'hui en 1967, c'est encore la même politique qui est celle du Parti Communiste Français. Tout vaut mieux que l'émancipation réelle des colonies françaises. En parole, le Parti Communiste Français est pour « l'autonomie des Antilles ». Mais en réalité que fait-il pour ? De même en ce qui concerne la classe ouvrière, il fait tout pour l'empêcher de prendre le chemin d'un renversement de la bourgeoisie : la politique révolutionnaire enseignée par les bolchéviks de 1917 est remplacée par de la politique de réformes et de capitulations.

Ainsi, nous voyons que le Parti Communiste Guadeloupéen n'est pas le seul exemple de *réformisme* et de *capitulation.*

D'autre part, si le parti fonctionne de la sorte depuis si longtemps (une analyse et une recherche historique sérieuses montreraient que c'est depuis son origine) il serait logique de se méfier des prises de position politiques *élaborées* pendant cette époque, il serait en effet judicieux de voir le contenu et la signification du mot d'ordre de l' « autonomie en union avec la France ». N'est-ce pas l'expression générale de la capitulation du Parti Communiste Guadeloupéen.

Les signataires semblent se justifier en disant que ce mot d'ordre « colle avec les aspirations des peuples Antillais ». Nous dirions plutôt que c'est un mot d'ordre que les Partis Communistes Antillais et Français (oui) veulent accoler aux masses.

Il serait important de réfléchir la question de savoir si les *mots d'ordres :*

de « l'autonomie en union avec la France »

de « La nationalisation, de la réforme agraire et du monopole du commerce extérieur »

de « lutte de masse au grand jour, pacifique, dans le cadre de la constitution, par la discussion avec la France »

ne forment pas une impossibilité paralysante pour qui veut réellement libérer les Antilles.

Car, enfin le manque de démocratie à l'intérieur d'un parti n'est pas fait pour permettre l'élaboration d'une ligne politique juste, ni évidemment une pratique juste. Les signataires eux mêmes écrivent :

« Les résultats sont évidemment piteux. Un comité central incapable de réaliser l'unanimité. Des décisions arrachées avec peine à une majorité mal informée, fatiguée par la procédure, épuisée par les manœuvres, décontenancée par les subtilités d'une dialectique déloyale, intimidée par les menaces les militants de base écœurés par les directives qui méprisent leurs doléances, foulent aux pieds leurs points de vue, les fait apparaître aux yeux des masses comme des polichinelles désarticulés ».

Dans la politique les résultats d'une telle méthode sont évidents, parlant des élections le groupe s'explique :

« C'est que ces candidatures ne traduisent pas la volonté de la base communiste et que partant elles sont impopulaires »

ou encore :

« Girard proposé par toutes les cellules, refusé par la direction. Tarer ignoré de toutes les cellules investi par la direction. »

L'ensemble du tract représente une démarche qu'il faudra étendre radicalement à tous les domaines de la politique de votre parti. Tout est lié. Les méthodes dépendent de la nature politique, de la nature de classe d'un parti ; avec telle ou telle méthode on ne peut qu'aboutir à tel ou tel résultat dans la pratique. De même qu'un parti de telle ou telle nature de classe ne peut agir que de telle ou telle façon. Lorsque la critique révolutionnaire commence son œuvre, elle doit passer au peigne fin toutes les affirmations, toutes les prises de positions à la lumière du marxisme, ainsi seulement peut on parvenir à la vérité pour la révolution.

---

(1) Bangou, dirigeant du P.C.G., maire de Pointe à Pitre.

(2) Soulèvement qui se produisit dans un faubourg pauvre de Fort de France fin octobre 1965.

A St-Denis, les « Démocrates » Staliniens devant une candidature Trotskyste

COMMUNIQUE DU
PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE
(Trotskyste)

Dimanche matin 26 février à 10 h 45, aux 4 rues à Saint Denis (marché) un groupe de diffuseurs de la propagande électorale trotskyste et du journal LUTTE COMMUNISTE a été violemment attaqué par des membres du Parti Communistes à la tête desquels se trouvait Marcelin BERTHELOT, candidant suppléant de ce parti à St Denis. Des journaux et des tracts ont été déchirés, les différents militants trotskystes ont été brutalement attaqués, jetés à terre, battus.

La police, fort nombreuse, n'est pas intervenue contre les attaquants du P.C.F. mais contre les trotskystes, avec la collaboration directe des membres du P.C.F. qui ont été jusqu'à placer eux mêmes des diffuseurs trotskystes dans le car de police stationné là. Les 9 personnes arrêtées étaient des militants trotskystes, Marie Anne ROC'HCONGAR candidate, Daniel ISCHER, suppléant et des personnes de la population ayant pris fait et cause pour les trotskystes.

Nous dénonçons ces attaques perpétrées contre les droits démocratiques. Nous dénonçons cette collusion de la police et du P.C.F. contre nos candidats. Il faut savoir que depuis plusieurs jours des tracts du P.C.F. et des articles du journal du P.S. à St Denis: ST DENIS REPUBLICAIN, accusent nos candidats d'être payés par la police et par l'Ambassade de Chine. Des papillons imprimés ont été apposés sur nos affiches électorales portant mention « candidat de la préfecture de police ».

Ces méthodes staliniennes qui sont rejetées par la population, sont permises et couvertes par les autorités : la préfecture, la mairie, qui, jusqu'à maintenant, n'ont pris aucune mesure contre les violations des droits reconnus aux candidats et des droits démocratiques.

Paris, le 26 février 1967.

LE BLUFF GARRISON

JIM GARRISON, district attorney de la Nouvelle Orléans, vient d'apparaître en vedette à la première page de tous les journaux. Il y a 15 jours personne n'avait jamais entendu parler de ce professionnel. Mais, le 20 février, Garrison affirmait à la presse : « Nous sommes en possession des noms de ceux qui ont participé à la mise au point des plans. Nous ne perdons pas de temps et nous le prouverons : il y aura des inculpations et nous obtiendrons des condamnations. »

Deux jours plus tard le sénateur de la Louisiane, Russel Long, apportait son appui à Garrisson et déclarait : « Je suis convaincu que le procureur Garrison possède des renseignements dont la commission Warren ne dispose pas. ».

Le 23, David Ferrie, un « témoin important » de Garrison était retrouvé mort. La presse s'empressa de rappeler que Ferrie était la 14e victime « mystérieuse » de l'affaire Kennedy, ce qui du coup semblait authentifier le bien fondé de l'enquête du procureur.

Le 25 février Garrison déclarait avoir complètement élucidé le mystère du président Kennedy et qu'il procèderait à des arrestations... « dans 30 ou 40 ans » (sic). Les assassins du président peuvent dormir tranquilles. La montagne avait accouché d'une souris.

En fait la « bombe » Garrison n'est qu'une exploitation électoraliste de seconde main de l'assassinat Kennedy ; l'exclusivité ayant été réservée depuis le 1er jour au sénateur Robert Kennedy.

Mais ce qui est significatif ce n'est pas tellement le « truc » publicitaire du district attorney en Louisiane, dont le mandat vient à expiration et qui doit se représenter devant les électeurs, c'est bien plutôt le fait que toute la presse, et en premier lieu celle des USA, ait fait une telle publicité aux déclarations de Garrison.

En fait pour le gouvernement américain l'action de Garrison est une aubaine. Car d'ici un ou deux mois son enquête tournera court, et du même coup son échec semblera confirmer la véracité du rapport Warren tant critiqué. Car ce fameux rapport, qui devait faire toute la lumière sur l'affaire Kennedy, n'est qu'une laborieuse compilation de faux.

Il n'est pas inutile à ce propos de voir le film « l'Amérique fait appel » de Mark Lane, avocat de Lee Oswald qui a tenté de démontrer que tant l'enquête préliminaire que celle effectuée par la commission Warren avaient été judicieusement dirigées pour ne pas aboutir.

Les 2/3 des témoins n'ont jamais été interrogés par la commission et les autres ont vu leur témoignage complètement déformé par l'« intègre » juge Warren.

Des témoins ont été menacés non seulement par la police de Dallas mais aussi par le F.B.I. L'un a reçu une balle dans la tête. Un autre, militaire de carrière et ancien compagnon d'Oswald dans les « Marines » a expliqué au F.B.I. que celui-ci était un piètre tireur à la carabine, incapable d'atteindre le président du haut d'un immeuble de six étages. Quinze jours plus tard ce témoin gênant était envoyé... au Vietnam par le gouvernement américain. Ces quelques exemples et bien d'autres du film montrent ce que les déclarations de Garrison, affirmant que « le rapport Warren contient certains doutes » ont de risible.

Et si l'on compte sur les Garrison ,la vérité sur l'assassinat de Kennedy n'est pas prête de sortir du puits.

I. STERN.

Une réforme de la justice américaine : La suppression des témoins.

Quand WALDECK-ROCHET parle aux patrons

A l'occasion des élections, le parti communiste fait flèche de tout bois. Mais ces efforts ne visent pas seulement (par des distributions de tracts massives et répétées dans certains quartiers populaires ou dans certaines entreprises où en temps normal il se passe des mois sans qu'il se manifeste) la classe ouvrière ou même la petite bourgeoisie

Le PCF s'adresse aussi aux patrons. Il a en effet des choses à leur dire. Ecoutons Waldeck-Rochet qui s'est fait interviewer par le journal économique *Les Echos*. Celui-ci, on le sait, s'adresse exclusivement aux chefs d'entreprise, cadres et capitalistes de tout genre et de toute envergure.

Les Echos ont posé au secrétaire général du PCF la question suivante :

« *Condamnez-vous sans réserve l'entreprise privée ainsi que le profit ?* »

La réponse de Waldeck-Rochet vaut d'être citée in extenso (sans honte *L'Humanité* du 24 février 1967 l'a d'ailleurs reprise) :

« *Evidemment non. Notre programme pour une démocratie véritable ne condamne pas l'entreprise privée en général. En effet, s'il prévoit la nationalisation des monopoles industriels les plus puissants et des grandes banques d'affaires, il comporte le maintien d'un important secteur privé, comprenant la grande majorité des entreprises industrielles, agricoles et commerciales privées.*

Nous sommes pour cette nationalisation — avec indemnisation des actionnaires — parce que nous pensons que les ressources créées par la grande production moderne doivent être gérées démocratiquement par la nation et en fonction des priorités établies sur le plan national. Cela est d'ailleurs conforme aux besoins de notre époque.

Mais, cela dit, dans le cadre d'une économie démocratique, l'initiative privée peut jouer un rôle positif. Dans l'agriculture, l'industrie et le commerce, les entreprises pourraient, dans le cadre du plan national de développement, bénéficier de l'expansion en répondant à des besoins précis de l'économie ; en travaillant en liaison avec le secteur nationalisé, ce qui ne mettrait nullement en cause leur indépendance, elles pourraient se spécialiser et se moderniser avec l'aide de l'Etat.

Elles échapperaient ainsi à la menace d'hégémonie et de liquidation que font peser sur elles les grands monopoles capitalistes. »

Ainsi les patrons peuvent être rassurés, si tant est qu'ils aient eu des inquiétudes. Les communistes (mais pourquoi s'intitulent-ils ainsi?) ne veulent que la nationalisation des monopoles. Et encore pas de tous, seulement « les plus puissants ».

Et puis, comme il faut être juste, ce serait de toute manière avec indemnisation des actionnaires. Ainsi personne n'y perdrait rien. Pas les capitalistes en tous cas (mais au fait qui paierait les indemnités ?).

Quant aux patrons de la grande majorité des entreprises non seulement ils pourraient continuer tranquillement à amasser leurs profits (sur le dos de qui?) mais, qui plus est, on les aiderait à accroître ceux-ci grâce à un « plan national de développement » qui leur permettrait de « bénéficier de l'expansion », « se spécialiser » et « se moderniser avec l'aide de l'Etat ».

On s'étonne après cela de n'avoir pas enregistré l'adhésion de Dassault au PCF.

Pourtant il est douteux que ce programme magnifique ait amené une seule voix patronale au PCF. Les patrons ont depuis bien longtemps des représentants politiques patentés, qui ont fait leurs preuves. Le PCF aura du mal à les déloger.

Mais Waldeck-Rochet n'est sans doute pas aussi bête qu'il le paraît. Même si c'est à l'occasion des élections, ce n'est pas pour quelques voix de plus qu'il se met à plat ventre devant les bourgeois. Il ne voulait que profiter de l'occasion pour rappeler que son parti, contrairement à ce que de méchantes langues racontent, est un parti comme les autres, aussi capable de servir les intérêts capitalistes. (C'est si vrai d'ailleurs qu'il l'a déjà fait dans le passé).

Que d'efforts tout de même pour effacer le rouge originel. On en est presque admiratif. Bien que le résultat... un parti bien délavé en quelque sorte.

J. M.

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon, Paris Xe
Abonnement 6 mois : 10 F au nom de Maurice Schrœdt.
C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRŒDT
Distribué par les N.M.P.P.
Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton, PARIS-12e

PERMANENCES

● **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le **samedi de 16 h à 20 h, 29,** rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le **jeudi, de 17 à 19 heures.**

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 30 à 19 h 30.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, **le mardi, de 17 h 30 à 19 heures.**

● **BANLIEUE :**

AULNAY-S/BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la Gare), **tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.**

BOULOGNE - BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 115, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudis, de 18 h à 19 h,** au lieu **de 17 h 30 à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), le **vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet-rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

● **PROVINCE :**

BESANÇON. — Café chez MARLIN, chemin des Près-de-Vaux, **tous les jeudis à partir de 4 heures du matin.**

— Café du Globe :

Notre permanence est supprimée. Le propriétaire a pris prétexte des protestations de certains « clients » pour nous refuser la salle. C'est la 6e permanence qui par suite de « pressions » diverses nous est refusée en moins de six mois.

Aujourd'hui, en période électorale, on nous convie à voter, à être des citoyens conscients et à faire de la politique ; mais quand en temps normal on veut faire de la « politique », on trouve devant soi toutes les difficultés officielles ou officieuses que la société nous opposent.

Nous aviserons nos lecteurs et sympathisants de la nouvelle permanence que nous pourrons trouver.

BORDEAUX. — Café « le Régent », cours Victor-Hugo, **tous les jeudis, de 18 h à 19 h 30.**

BOURGES. — Café-Tabac-Bar, 22, rue Henri-Laudier (près gare), **les jeudis 9 et 23 mars, de 19 h à 20 h.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, **les jeudis, de 17 h à 19 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance, rue Chabot-Charnoy, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**

— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 heures.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis, de 15 h à 16 h 30.**

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le **samedi, de 17 h à 20 h.**

— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8e, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), **les jeudis 9 et 23 mars, de 8 h à 20 h.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, **tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, **le vendredi, de 18 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance-Bar », 2, rue des Tréfileries, **le jeudi, de 15 h à 16 h.**

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café de la Gare, **vendredi 27 mars 1967, de 13 h à 14 h.**

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**